

Écologie

5

Vers la Grève
générale
du climat

cahier émancipationS

Grande-bretagne:
les raisons d'une
défaite

Immigration/Racisme 10

Les mineurs
non accompagnés
exigent la dignité

Édito

Agir pour le climat n'est pas un délit

Douze militant-e-s du collectif Lausanne Action Climat (LAC) étaient poursuivi-e-s pour violation de domicile, à la suite d'une action menée dans le hall d'accueil de Credit Suisse à Lausanne, en novembre 2018, pour dénoncer les investissements de la banque dans les énergies fossiles. Contre toute attente, ils-elles ont été acquitté-e-s lundi 13 janvier, au nom de « l'état de nécessité » que revêt l'urgence climatique. Jugement peu banal, quand on sait le caractère sacro-saint du droit à la propriété en Suisse, de surcroît si celui-ci est violé pour des raisons politiques. On comprend dès lors pourquoi il est contesté par le Procureur général Eric Cottier (PLR), qui fera appel contre cette décision. Il s'agit d'empêcher que celle-ci ne crée un précédent.

Invoker l'état de nécessité pour légitimer la désobéissance civile n'est pas nouveau. Nombreuses sont les situations dans lesquelles des personnes engagées sur un front écologique ou social n'ont d'autre issue que d'enfreindre la loi pour faire entendre leur voix. On peut évoquer les cas réguliers de délits « de solidarité » frappant des personnes qui ont aidé à passer une frontière ou apporté une aide matérielle à des individus en situation irrégulière de séjour.

D'ailleurs, cette décision n'est pas sans rappeler un jugement rendu en février 2019 en France : le tribunal →



de Nice acquittait le militant de défense des droits des réfugié-e-s Cédric Herrou, accusé par le préfet des Alpes-Maritimes pour avoir dénoncé vertement les pratiques inhumaines de ce dernier dans l'application des décisions de renvoi de migrant-e-s. Cet acquittement donnait raison aux actions de solidarité de Cédric Herrou, bien que menées, pour certaines, en dehors du cadre légal.

Ces deux jugements sont la conséquence d'une évolution des rapports de force dans la société, lesquels exercent une influence sur l'état du droit et les décisions rendues par les tribunaux. Qui peut prétendre que des militant-e-s écologistes auraient été acquitté-e-s pour ces faits il y a seulement deux ans, avant l'émergence des mouvements pour le climat? De même, le jugement de Nice n'aurait pas été le même sans l'émergence des mouvements de solidarité envers les réfugié-e-s aux quatre coins de l'Europe ces dernières années.

De telles décisions contrastent avec une justice qui, au quotidien, bafoue les droits des travailleur-euses face aux entreprises, des migrant-e-s face au racisme d'État ou encore des femmes vis-à-vis des hommes. La justice de nos sociétés est une justice de classe, raciste et sexiste. Autrement dit, la mesure dans laquelle l'institution judiciaire garantit ou non l'égalité des droits entre catégories sociales est le reflet, bien que déformé, des rapports de force entre celles-ci, des luttes qui sont menées – ou ne sont pas menées – pour l'obtention de tel ou tel droit. L'exemple de la Loi fédérale sur l'égalité est édifiant: entrée en vigueur à la suite de mobilisations féministes massives à la fin du 20^e siècle, le fait qu'elle ne soit le plus souvent pas appliquée est, à l'inverse, le résultat du fait que ces luttes ont été pour l'essentiel interrompues jusqu'en 2019.

Symbolique et provisoire, cette victoire judiciaire des militant-e-s écologistes est donc révélatrice des étapes considérables franchies depuis 2018. Elle donne une légitimité supplémentaire à ce combat et à la dénonciation des responsabilités d'entreprises comme Credit Suisse dans la crise écologique. Elle invite à poursuivre et amplifier la mobilisation pour la justice climatique. Les militant-e-s de la Grève du climat l'ont bien compris: le lendemain du jugement, ils-elles occupaient les locaux d'UBS à Lausanne.

Pierre Conscience

AGENDA

Fribourg

JE 30 JAN. 18 H
COLLECTIF GRÈVE DU CLIMAT
Uni Miséricorde Fribourg

VE 31 JAN. 18 H
PRÉSENTATION DU LIVRE *ROUGE ET VERT - SOUVENIRS D'UN MILITANT DE JACQUES ESCHMANN*
Librairie Librophoros Fribourg

Genève

SA 25 JAN. 11 H
JOURNÉE DE LANCEMENT DE LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR LE CLIMAT ET LA JUSTICE SOCIALE DU 15 MAI 2020
Voir page 6
Le Quai des Grottes, Genève

ME 29 JAN. 20 H
MONTÉE DES TENSIONS ÉTATS-UNIS – IRAN, QUEL AVENIR POUR LA RÉGION?
Conférence-débat avec Baba Kia et Joseph Daher (détails voir page 6)
Café Gavroche, Genève

Neuchâtel

DI 2 FÉV. 10 H
6 HEURES POUR LE CHANGEMENT FÉMINISTE
Journée de formation et de réflexions
Théâtre de la Poudrière Neuchâtel

MA 4 FÉV. 18 H 30
ÉLECTIONS COMMUNALES
Séance publique
UNIA, 3, av. de la Gare, Neuchâtel

Vaud

JE 6 FÉV. 19 H
LES MOYENS DE TRANSPORT ET URGENCE CLIMATIQUE
Discussion publique
(lieu à définir) La Chaux-de-Fonds

Vaud

LU 27 JAN. 18 H
LA FISCALITÉ ÉCOLOGIQUE ET SES ALTERNATIVES
Soirée de réflexion.
Pôle Sud, Lausanne

MA 28 JAN. 18 H 30
GRÈVE DU CLIMAT ET MOBILISATIONS DANS LES ÉCOLES
Conférence-débat
Maison du Peuple Lausanne

ME 29 JAN. 19 H 30
LA JUSTICE ENVIRONNEMENTALE DANS LE CONTEXTE DE LA COLONISATION DE LA CISJORDANIE PAR ISRAËL
Conférence-débat avec Mazin Qumsiyeh, directeur du Musée d'Histoire Naturelle de Palestine à Bethléem et activiste politique.
Entrée libre.
Pôle-Sud Lausanne
Org.: Collectif Urgence Palestine

JE 6 FÉV. 20 H
PAS DE JUSTICE CLIMATIQUE SANS JUSTICE SOCIALE
Conférences débat
Pôle Sud Lausanne
Org.: Syndicat SSP Vaud

LU 10 FÉV. 19 H 30
SÉANCE DE LA GRÈVE POUR L'AVENIR
Conférences débat
Pôle Sud Lausanne
Org.: Syndicat SSP Vaud

Vaud Élection complémentaire du 9 février

VOTEZ ET FAITES VOTER POUR LA GRÈVE DU CLIMAT!

National

INTERDICTION DE LA DISCRIMINATION EN RAISON DE L'ORIENTATION SEXUELLE **OUI**
LOGEMENTS ABORDABLES **OUI**

National

GRÈVE DES FEMMES!

VOIR PAGE 10

Impressum
Éditeur: Journal solidarités
Case postale 2089
1211 Genève 2
T: +41 22 740 07 40
E: journal@solidarites.ch
W: solidarites.ch/journal

Tirage
5 000 exemplaires
23 n° par an

Rélecture
Gaelle Kovdly
Morgé Leemann
Gabrielle Lima
Françoise Wos

Maquette et mise en page
Niels Wehrspann
Niels Wehrspann
Converture
Niels Wehrspann
avec Colin Heinhäger
Webmaster
Sébastien L'Haire

Abonnements
Annuel
Étudiant-e-s, chômeur-euses, AVS/Al...
3 mois à l'essai
Pour payer: IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1
Demandes d'abonnement et changements d'adresse: dbs@solidarites.ch

fr. 80

Genève
25, rue des Gares
Case postale 2089
1211 Genève 2
T: +41 22 740 07 40
E: info@solidarites.ch
W: solidarites.ch/geneve

Fribourg/Friburg
Case postale 1464
1701 Fribourg
E: fribourg@solidarites.ch
T: +41 79 326 31 34

Neuchâtel
Case postale 3105
2001 Neuchâtel
T: +41 77 502 79 53
E: ne@solidarites.ch
W: solidarites.ch/ne

Vaud
5 place Chauderon
1003 Lausanne
T: +41 79 302 38 34
E: vaud@solidarites.ch
W: solidarites.ch/vaud

Contacts régionaux du mouvement

FRANC SUCCÈS DU FORUM ANTICAPITALISTE

Depuis une vingtaine d'années, la réunion du World Economic Forum (WEF) à Davos s'accompagne d'un contre-sommet critiquant les conséquences du grand marché capitaliste. Cet événement est l'un des rares en Suisse à fournir un espace de réflexion pour une alternative anticapitaliste. Retour sur le franc succès de l'édition 2020.

La forte répression et l'interdiction des manifestations à Davos avaient provoqué un recul de ce mouvement, mais le contre-forum continuait d'être animé. Cette année, ce sont plus de 1000 personnes qui ont participé aux ateliers et aux plénières. C'est la plus forte participation à l'Autre Davos depuis 15 ans et cela en fait à ce jour le plus grand rendez-vous anticapitaliste en Suisse.

Cette réussite reflète le travail de construction mené par les organisatrices-eurs, le Mouvement pour le Socialisme – actif principalement en Suisse alémanique et au Tessin – dans un contexte politique plus favorable à une critique radicale du système en Suisse depuis 2019. L'émergence de mobilisations écologistes et féministes de masse dans le paysage politique a mis en mouvement de nouvelles forces sociales et cela se ressent lors de tels événements. Cette situation nouvelle se reflétait également dans les thèmes abordés, les oratrices et orateurs convié-e-s et dans la composition du public.

La présence de camarades en provenance de dix pays différents témoignait également du large écho de l'événement et de l'intérêt partagé de mutualiser nos discussions et nos choix stratégiques au niveau international. Étaient également présent-e-s en nombre des militant-e-s de la Grève féministe et du climat, ainsi que du Strike WEF, mouvement alémanique opposé à la tenue du forum.

Les thématiques abordées reflétaient l'intérêt pour discuter de perspectives de changements profonds de société : conversion de l'industrie, ques-



Christian Willner

Un participant de la marche Strike WEF, Klosters, 21 janvier 2020

tions relatives à la reproduction sociale, perspectives du mouvement climatique, théories sur l'écosocialisme et l'écoféminisme, etc. Il y a également eu la volonté d'aborder un certain nombre d'enjeux actuels de façon transversale. Par exemple, la réduction massive de l'utilisation de carburants fossiles nécessite une réflexion sur la reconversion de l'emploi, sur la réduction des objets produits avec leur dimension politique : propriété collective et coopérative, planification sociale et démocratique des besoins et de la production, élargissement de la démocratie et de la sphère de décision, respect de la nature et de la justice sociale.

Alors qu'hier, lors de tels événements, nous débattions de la mesure dans laquelle un autre monde est possible, il

s'agit aujourd'hui de réfléchir aux moyens pour construire cet autre monde possible. La diversité de la participation (jeunes et moins jeunes, hommes et femmes, membres ou non de diverses organisations anticapitalistes) a donné également tout son sens au terme « forum ». La capacité de débattre de sujets difficiles, sur une base pluraliste, voire contradictoire, est une des clés de la contestation anticapitaliste. Non seulement pour ne pas reproduire les errements du passé, mais parce que beaucoup de questions doivent déjà être abordées et ne peuvent être reportées à demain.

Ce fut en tout cas une grande réussite et des échanges importants pour les futures échéances des mouvements sociaux à l'échelle de la Suisse.

José Sanchez

RÉFÉRENDUM CONTRE LES AVIONS DE COMBAT

Remis de leurs précédents échecs en votation, le Conseil fédéral et la droite repartent à l'assaut pour imposer à la population l'achat de nouveaux avions de combat, pour la rondelette somme de 6 milliards de francs. Cette somme sera multipliée par trois ou quatre pour l'entretien, atteignant la potentielle facture astronomique de 24 milliards de francs. En 2014, la population disait pourtant *non* à l'achat de nouveaux avions, pour la somme déjà coquette de 3,1 milliards de francs. De surcroît, cette décision de financement est un chèque en blanc, puisqu'on ne connaît ni le type d'avion, ni le nombre d'appareils que l'armée souhaite acquérir. Un référendum a donc été lancé par les partis de gauche et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), dans le but de bloquer cette acquisition.

Vu l'actualité et les préoccupations de la population, ce cadeau aux industriels de l'armement est une aberration indécente. 2019 a vu l'émergence et le renforcement d'un mouvement écologique de masse avec la Grève du climat. Alors que le débat politique devrait se focaliser sur la transition énergétique et une société à émissions neutres en CO₂ à l'horizon 2030, la priorité n'est pas d'investir dans des avions coûteux et incroyablement polluants. En plus du coût énergétique de la production de ces appareils, chaque heure de vol consomme une quantité considérable de carburant : lors de la petite escapade de la Patrouille Suisse à la cérémonie d'ouverture des JOJ de Lausanne, chaque avion a consommé autant de CO₂ qu'une personne en Suisse durant six mois. On voit ici l'aberration d'une telle acquisition, plus encore pour une défense militaire qui perd, année après année, un peu plus de sa crédibilité et de son utilité.

Pascal Vosicki

Signez et faites signer le référendum. Une carte est insérée dans ce numéro.

LA MATRAQUE COMME SEULE RÉPONSE

Le matin du 17 janvier, lors de la manifestation de la Grève du climat à Lausanne, une manifestante a été violemment jetée au sol par un policier. Un acte de violence qui s'inscrit dans le durcissement de la répression de la police lausannoise depuis quelques mois, vis-à-vis des mouvements sociaux.

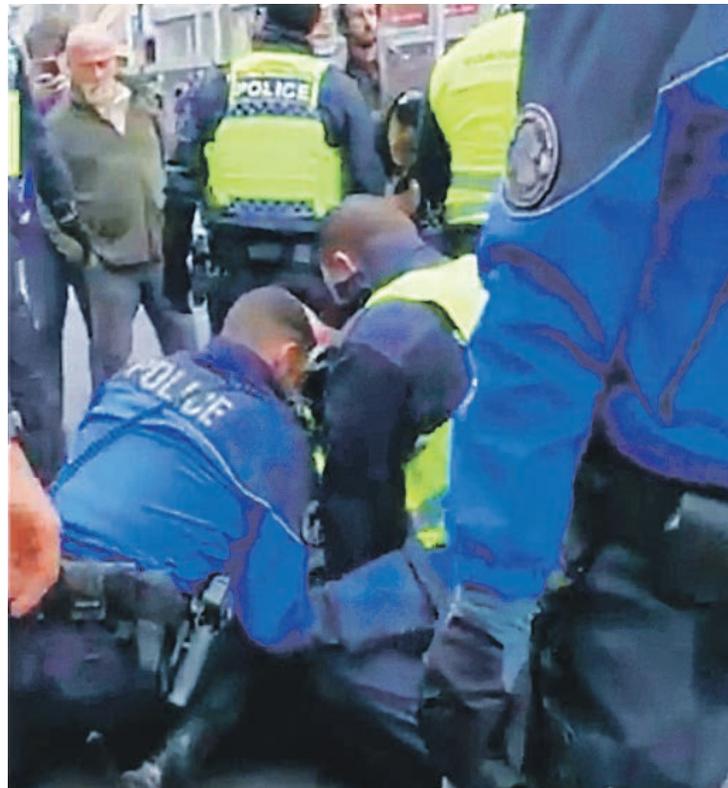
Ce virage répressif se manifeste depuis par l'interpellation et l'arrestation musclée de plusieurs militant-e-s de la Grève du climat lors de manifestations. On retient notamment celle, très médiatisée, d'un militant écologiste, pourtant pacifique, lors de l'occupation de la rue Centrale, le 14 janvier dernier à Lausanne.

Par ailleurs, plusieurs militantes féministes, dont certaines membres du collectif de la Grève féministe Vaud, ont également été interpellées la nuit du 24 novembre, à l'occasion d'une action de collage pour dénoncer les féminicides, dans le cadre de la journée contre les violences sexistes. Toutes ont été amendées et témoignent avoir subi intimidations, menaces et humiliations

de la part de policiers durant leur interpellation.

La dynamique ne semble pas uniquement vaudoise : d'autres militantes relatent des événements similaires lors de la manifestation du 25 novembre devant l'ONU à Genève, toujours contre les violences sexistes, où des policières les ont ouvertement menacées de violences.

Si l'intensification des mouvements sociaux en Suisse rend visibles les violences de l'institution policière, celles-ci représentent le quotidien de personnes discriminées, non-blanches ou pratiquant la mendicité. Contrôles au faciès, arrestations abusives, violences verbales et physiques (dont certaines se soldent par la mort des prévenu-e-s!) sont des révélateurs d'un ra-



Capture d'écran de l'une des vidéos qui témoignent de la violence policière lors de la manifestation

cisme structurel qui caractérise cette institution.

Ces pratiques doivent être combattues fermement et dans toutes les situations. De même qu'elles servent à maintenir des catégories sociales dans une situation de domination et d'oppression, elles visent aujourd'hui à casser des mouvements sociaux larges et populaires, dont la défiance vis-à-vis des pouvoirs en place s'affirme avec toujours plus de détermination. Cette répression révèle en ce sens que ces mobilisations prennent de l'ampleur et peuvent constituer une menace pour les

dominant-e-s, qui n'ont d'autres réponses à leur apporter que celle de la matraque.

Il apparaît donc crucial de revendiquer le droit pour toutes et tous d'occuper la rue et l'espace public, sans risquer de se faire brutaliser. Pour continuer de mobiliser largement, les mouvements sociaux gagneront à s'organiser en solidarité avec les personnes quotidiennement discriminées, en thématissant et en dénonçant ces pratiques abusives, au service du maintien de l'ordre capitaliste, patriarcal et raciste.

Léa Schilter

DES MESURES D'URGENCE FACE AUX PICS DE POLLUTION

La pollution de l'air est un problème majeur de santé publique, causant 3000 à 4000 décès prématurés en Suisse, selon l'Office fédéral de l'environnement. Dans le canton de Vaud, la réponse des autorités n'est pas à la hauteur de l'enjeu. Un plan pour la protection de l'air a certes été adopté par le Conseil d'État en 2019, mais il est limité à l'agglomération Lausanne-Morges et se

borne à des mesures de faible portée.

C'est le cas, entre autres, au chapitre des mesures d'urgence prévues en cas de pic de pollution : alors que l'Ordonnance fédérale sur la protection de l'air prévoit, pour les particules fines, que la limite légale est de $50 \mu\text{g}/\text{m}^3$, les autorités vaudoises ont fixé un seuil d'information à la population à $75 \mu\text{g}/\text{m}^3$ et un premier seuil d'intervention à

$100 \mu\text{g}/\text{m}^3$. De même, alors que l'Ordonnance fédérale stipule qu'une concentration d'ozone de plus de $120 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ne doit en aucun cas être dépassée plus d'une fois par an, l'arrêté cantonal prévoit un seuil d'intervention à $240 \mu\text{g}/\text{m}^3$. Quant aux mesures prévues lorsque les seuils d'intervention sont dépassés, elles sont également très timorées : en matière de trafic automobile – principal responsable de la pollution de

l'air – elles se limitent ainsi à une réduction de vitesse sur l'autoroute.

Les élus d'Ensemble à gauche au Parlement vaudois ont déposé une motion demandant d'une part l'abaissement des seuils d'information et d'intervention, et d'autre part, des mesures beaucoup plus significatives lorsque les seuils sont franchis : gratuité des transports publics, réduction de la vitesse sur l'ensemble du réseau routier, interdiction de circuler pour les véhicules les plus polluants, pour les avions de plaisance et d'écologie ou encore interdiction des machines de chantier sans filtre à particules.

Hadrien Buclin

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE DU CLIMAT

Vendredi 17 janvier 2020, pour son premier anniversaire, le mouvement Grève du climat appelait à une journée nationale de mobilisation à Lausanne. Déjouant tous les pronostics, plus de 10 000 personnes ont battu le pavé de la capitale vaudoise, renouant avec les scores les plus spectaculaires de 2019. Ce succès sans appel donne le coup d'envoi des mobilisations en vue de la Grève générale « pour l'Avenir », prévue le 15 mai prochain.



Grève du climat, Lausanne, 17 janvier 2020

Excessivement médiatisée, la présence de Greta Thunberg dans le cortège a probablement contribué à cette forte affluence. L'insistance et l'agressivité de certain-e-s journalistes et autres fans ont d'ailleurs donné du fil à retordre au service d'ordre mis en place par la Grève du climat. Mais l'« effet Greta » ne peut expliquer à lui seul le succès de cette première grève de l'année. Il convient plutôt de considérer l'étonnante résilience d'un mouvement social qui continue de mobiliser très largement parmi les jeunes et est en train de s'étendre à d'autres catégories de la population.

La même semaine, l'acquittement des militant-e-s du LAC (voir notre édit), inculpé-e-s pour une action non-violente menée en 2018 dans les locaux de Credit Suisse, a suscité un vif enthousiasme et a aussi contribué à la réussite de cette mobilisation.

Pour une révolution démocratique, écologiste et féministe

En parallèle des grèves scolaires et des mobilisations de rue, la Grève du climat est, dans le canton de Vaud, en campagne pour l'élection

complémentaire au Conseil d'État. Par la forme inédite et collective de sa campagne, le mouvement dénonce la politique des partis institutionnels et le système médiatique, qu'il juge inefficaces et au service du statu quo. Il s'engage notamment, en cas d'élection, à rompre avec la hiérarchie de l'exécutif gouvernemental et à organiser des assemblées populaires pour décider des mesures à prendre. Si la proposition paraît encore floue, elle a le mérite de s'inscrire dans une perspective de « révolution démocratique, écologiste, féministe et sociale ».

Les militant-e-s en campagne ont cependant bien compris que la voie électorale ne permettrait pas de changements d'ampleur. Avec le slogan « *Le Conseil d'État ne nous sauvera pas : 15 mai, grève générale* », le collectif montre au contraire qu'il tire profit de cette élection à des fins propagandistes et de mobilisation. Malgré les difficultés d'un tel exercice, il parvient ainsi à imposer les thématiques d'urgence écologique et de justice climatique dans le débat public. Son programme est basé sur le Plan climat vaudois (consultable sur vaud.climatestrike.ch), élaboré de concert avec des

expert-e-s de divers domaines, et permet de faire connaître une série de mesures concrètes, souvent en rupture avec le mode de production capitaliste : fin des investissements dans les énergies fossiles, revenu de transition écologique, gratuité des transports publics, etc.

De la grève des cours à la grève de la production

À la manifestation, les grévistes du climat ont réitéré leur appel à la « grève générale » le 15 mai 2020. Les militant-e-s sont ainsi conscient-e-s, non seulement de l'importance de rester mobilisé-e-s, mais également de renforcer les dynamiques d'auto-organisation à la base (écoles, gymnases, hautes écoles...), avec comme objectif de les étendre au monde du travail. En effet, l'implication des salarié-e-s et des syndicats dans la lutte écologiste est indispensable pour opérer un changement réel de système. Éviter le cataclysme climatique, sortir du productivisme, interdire les énergies fossiles, sauvegarder la biodiversité : de telles bifurcations ne pourront avoir lieu qu'à condition que celles et ceux qui produisent les richesses se joignent au mouvement et

s'organisent pour arrêter la machine. Il est donc important de montrer – et les jeunes de la Grève du climat y travaillent – que dans une perspective de révolution écologiste, juste et solidaire, changer de système n'implique ni de retourner à la bougie, ni de perdre son emploi, mais permettrait au contraire une amélioration des conditions de vie et de travail pour tou-te-s les salarié-e-s.

« *Vous n'avez encore rien vu* », a lancé Greta, à l'adresse des politicien-ne-s et des dirigeant-e-s de multinationales réunis à Davos à l'occasion du bal des puissant-e-s que représente le World Economic Forum (WEF). Dans un discours axé sur la dénonciation des inégalités, entre Nord et Sud et entre classes sociales, l'écologiste et féministe du Kenya Njoki Njoroge Njehũ a, pour sa part, asséné qu'il était temps, ni plus ni moins, d'« *abolir les milliardaires* » pour assurer à la majorité sociale un futur serein. C'est ainsi, en liant l'urgence climatique à des revendications sociales, que des secteurs du monde du travail pourraient prochainement rejoindre la Grève pour le climat. Réponse le 15 mai prochain.

Quim Puig

LA RÉSISTANCE EST UN PLAT QUI SE MANGE CHAUD

Le 7 et 8 février prochains se tiendront les assises pour une agriculture solidaire, à Berne. Ce week-end, intitulé « Résistance au plat du jour », vise à discuter de la lutte contre l'industrialisation de l'agriculture et ses effets dévastateurs sur les populations et l'environnement. Au menu, des ateliers animés par des invité-e-s de Suisse et d'ailleurs pour discuter d'actions et de revendications à l'intention des autorités. Ces assises s'adressent tant aux personnes syndiquées, aux consommateurs-rices, aux agriculteurs-trices, aux travailleurs-euses qu'à toute personne solidaire. Nous vous invitons fortement à y participer! **DG**

→ resistance-au-plat-du-jour.ch

NOS CONSEILS DE VOTE POUR LES OBJETS CANTONAUX DU 9 FÉVRIER

- ❶ Abolition de l'impôt sur les chiens
→ Liberté de vote

- ❷ Création d'une zone de développement à Meyrin
→ OUI

- ❸ Création de deux zones de développement aux Avanchets
→ OUI

MONTÉE DES TENSIONS ÉTATS-UNIS - IRAN, QUEL AVENIR POUR LA RÉGION?

Conférence-débat avec Baba Kia, (Solidarité socialiste avec les travailleurs d'Iran / NPA, France) et Joseph Daher (solidarités / Alliance Socialiste du Moyen Orient et d'Afrique du Nord) (Voir aussi page 13)

→ Mercredi 29 janvier, 20h
Café Gavroche, Genève

LANCEMENT DE LA GRÈVE GÉNÉRALE POUR LE CLIMAT ET LA JUSTICE SOCIALE

Ce samedi 25 janvier, à la Maison des associations de Genève, aura lieu une Journée de lancement de la grève générale pour le climat et la justice sociale du 15 mai 2020.

Le réchauffement climatique est une réalité dont l'urgence exige notre action. Malgré les discours des gouvernements et des entreprises, le constat est implacable : jamais le taux de concentration en CO₂ dans l'atmosphère n'a été aussi élevé et il ne cesse de grimper. Si nous n'agissons pas aujourd'hui, demain il sera trop tard!

Les conséquences du réchauffement climatique sont connues, l'actualité est là pour le confirmer : étés caniculaires, sécheresses, incendies gigantesques, fonte du permafrost... Les conséquences vont de la dégradation de nos conditions de travail et de vie jusqu'à la menace de la survie de notre espèce sur notre planète.

Les entreprises portent une très lourde responsabilité dans les actuelles atteintes à l'environnement. Nos modes de production (actuellement guidés par la seule recherche du profit au bénéfice d'une minorité) doivent être revus en se basant sur les besoins sociaux et environnementaux de toutes et tous. En ce sens, la lutte contre le réchauffement climatique est indissociable des luttes pour les droits sociaux sur nos lieux de travail. Cette lutte passe par l'obtention de nouveaux droits pour les travailleurs-euses et exige un changement de cap vers la création d'emplois écologiques et socialement utiles.

Cette lutte doit aussi s'inscrire dans la solidarité avec les mouvements d'autres pays,

avec les travailleurs-euses victimes de multinationales dont le siège se trouve en Suisse ou encore avec les populations touchées par les conséquences du réchauffement climatique.

La lutte s'inscrit dans la continuité du mouvement de grève pour le climat des jeunes qui placent l'urgence climatique et sociale au centre de leurs préoccupations. Elle s'ins-

PROGRAMME DE LA JOURNÉE

10 h 30	Accueil
11 h	Conférence de presse
11 h 30	Table ronde
12 h 30	Soupe (prix libre)
13 h	Discussion
14 h	Table ronde solidarité internationale & atelier cacerolazo
15 h	Concert des Haricots sauvages

En continu :
émission LibrAdio, exposition CLIP, jeux tous public, buvette

Maison des Associations
15 rue des Savoises
1205 Genève

crit également dans la continuité de la grève féministe, qui a mobilisé en masse le 14 juin pour dénoncer les inégalités sociales et salariales.

Nous vous invitons donc à préparer et participer aux actions et à la grève qui auront lieu le 15 mai. Ensemble, nous pouvons et devons en faire une date historique, pour nos droits et notre planète! ■



Préparation pour la manifestation contre le Black Friday 2019

LANCEMENT D'UNE SECTION JEUNE

Il y a plus de deux mois, nous avons lancé la section « jeunes » de solidaritéS sur Fribourg. Nous sommes une quinzaine de militant·e·s, nous rencontrant une fois par mois lors d'une AG bilingue allemand-français.

Au bout de trois réunions, ayant passé la phase de lancement (création du logo, etc.), nous sommes maintenant prêt·e·s à agir, décidé·e·s à changer les choses et à mettre sur pied des projets concrets. Toutes nos actions suivront ces quatre piliers: anticapitalisme, antiracisme, féminisme et éco-socialisme.

Notre intention n'est pas de nous auto-proclamer les sauveurs·euses du monde, mais nous tenons à assumer notre rôle, celui de l'indignation et de l'insoumission de la jeunesse. Nous nous battons pour un monde dans lequel les richesses sont partagées, dans lequel il existe une réelle égalité et une réelle justice entre l'homme et la femme, où l'on ne nous parle pas de droits de l'homme, alors que des personnes réfugiées sont enfermées dans des camps et des foyers insalubres. Nous avons de l'espoir

pour notre futur et ne voulons pas voir des entreprises et des nations entières épuiser les ressources et réchauffer la planète dans le seul but de générer du profit.

Nous ne pouvons plus supporter ni tolérer les structures patriarcales qui sont encore largement présentes et qui doivent être dé-

truites au plus vite. Nous sommes jeunes, certes, mais pas aveugles ni utopiques. C'est pour cela que nous pensons que la vraie réaction à ces modèles d'oppression viendra avec le nouveau mouvement de mobilisation qui émerge à l'échelle mondiale. Il est donc crucial de créer une base théorique, mais aussi militante.

Nous appelons la jeunesse à se politiser. Dans ce sens, par notre rôle de parti jeune, nous envisageons de donner à la jeunesse une formation politique de base, s'appuyant sur les quatre piliers nommés qui sont nécessaires à la lutte contre le système capitaliste.

Sur cette question de formation politique, nous avons mis en place un cercle de lecture durant lequel nous échangeons sur un ouvrage en particulier. Nos discussions portent actuellement sur le livre de Jean Ziegler, *Le capitalisme expliqué à ma petite fille*.

Nous avons parlé de théorie politique, n'oublions pas la pratique: nous tenons aussi à soutenir activement les mouvements, les partis et les groupes révolutionnaires existants et lancerons nos propres actions dans un futur proche.

Jsol



OUI AU DROIT DE VOTE À 16 ANS (SUR DEMANDE)

Le 9 février, les citoyen·ne·s neuchâtelois·e·s devront se prononcer sur une initiative en faveur du droit de vote à 16 ans. Lancée par les organisations de jeunesse socialiste, vert·e, et vert·libérale et déposée en 2016, cette initiative stipule néanmoins que les jeunes âgé·e·s de 16 ans devraient en faire expressément la demande pour être inscrit·e·s au registre électoral cantonal.

Lors du débat au Grand Conseil (juin 2019), l'initiative avait été acceptée par 54 voix contre 42 non et 4 abstentions. Le Conseil d'État et le Grand Conseil recommandent donc de voter oui le 9 février. Pour leur part, les partis de droite – PLR et SVP/UDC (et leurs organisations de jeunesse) – font campagne contre l'initiative. Divisés sur cet objet, le Parti ouvrier et populaire (POP) et le Parti démocrate-

chrétien (PDC) ont finalement opté pour la liberté de vote.

Les récentes mobilisations en faveur de la justice climatique et des droits des femmes ont montré le bien-fondé de cette proposition: en effet, il n'est nullement besoin pour des jeunes d'avoir atteint l'âge de la majorité pénale et civile (18 ans) pour avoir conscience des problèmes auxquels sont et seront confrontées leur génération et les générations à venir ni pour s'engager dans la vie politique (laquelle ne se réduit pas au seul droit de vote).

Certes, il eut été grandement préférable – comme ce fut à l'époque le cas pour le suffrage féminin cantonal (accepté en 1960) et le droit de vote des immigré·e·s titulaires du permis C (inscrit dans la Constitution neu-

DÉBAT CONTRADICTOIRE

En faveur du *oui*:

- Mireille Tissot-Daguette (Vert·libéraux)
 - Victor Tschopp (Les Vert·e·s)
- En faveur du *non*:
- Niels Rosselet-Christ (UDC)
 - Michel Barone (PLR)

Ve 31 janvier
19 h 30 Université de Neuchâtel
Faculté de droit, Salle C 54

châteloise entrée en vigueur en l'an 2000) – que le droit de vote à 16 ans soit d'emblée universel.

Néanmoins, pour permettre un premier pas vers l'universalité de ce droit, solidaritéS Neuchâtel appelle à soutenir cette initiative.

Hans-Peter Renk

GRANDE-BRETAGNE: LES RAISONS D'UNE DÉFAITE

Ce texte est composé d'extraits d'un article de Stathis Kouvelatis « Corbyn trébuche sur le Brexit » qui cherche à comprendre le succès conservateur aux élections en Grande-Bretagne. Le rejet du libéralisme et de l'austérité, identifiés à la politique de l'Union européenne par une part importante de l'électorat populaire travailliste, pose des questions stratégiques.

La perte des bastions historiques du travaillisme

La carte que dessinent les résultats électoraux du 12 décembre est dépourvue d'ambiguïté. Le fameux « mur rouge », les bastions travaillistes historiques du Nord de l'Angleterre et des Midlands, l'ancien nœud industriel du pays ravagé par des décennies de néolibéralisme et de domination du capitalisme financiarisé, a cédé.

Des sièges détenus depuis les années 1930 par le Parti travailliste créé au début du siècle par Keir Hardie et les syndicats, au cœur des communautés minières et ouvrières, passent entre les mains des conservateurs-trices, héritier-ère-s du camp monarchiste et de l'ordre impérial et aristocratique.

La question du Brexit, qui domine l'agenda politique depuis le référendum de juin 2016 est le nœud de ce basculement totalement inédit dans l'histoire du pays. La plupart de ces circonscriptions s'étaient en effet prononcées dans de larges proportions en faveur du Brexit, y compris d'ailleurs celles qui comptent en leur sein d'importantes communautés issues de l'immigration ouvrière post-coloniale, n'en déplaise aux amateurs-trices de clichés.

Lors du scrutin de 2017, les travaillistes, bien qu'ayant fait campagne en 2016 en faveur du maintien dans l'Union européenne (UE) [position du *Remain*], avaient

réussi à les garder dans leur giron en adoptant une position de respect du résultat du référendum. Corbyn avait même insisté sur le fait que la sortie de l'UE rendait plus aisée la mise en œuvre de parties essentielles de son programme comme la nationalisation intégrale des chemins de fer et la reconstitution d'un monopole public de fourniture d'électricité.

Corbyn a dû accepter, à contrecœur, de modifier la position du parti dans le sens du *Remain*, cédant ainsi à la pression de la quasi-totalité des dirigeant-e-s et la plupart des élu-e-s du parti qui s'étaient engagé-e-s en faveur du *Remain*.

Comme c'était prévisible, l'électorat, et en particulier celui des classes populaires des régions déshéritées qui ont largement soutenu le Brexit, a sanctionné cette position de mépris de la part des élites et des classes moyennes « libérales » vis-à-vis de plébéien-ne-s ignares, supposément motivé-e-s par leurs seuls vils instincts xénophobes et racistes.

Quant aux travaillistes, sur un solde négatif de 60 sièges, ils-elles en perdent 43 dans leurs bastions traditionnels du Nord et des Midlands et reculent globalement de près de huit points, passant de 40% à 32,2% des voix. Une partie de ces pertes est certes compensée par un apport de voix venant des classes moyennes pro-*Remain* : ce qui explique pourquoi, alors que

le « mur rouge » des anciens bastions ouvriers s'écroule, le parti gagne des sièges dans des circonscriptions de classes moyennes.

Une sociologie électorale inédite

Il ne fait aucun doute que c'est le Brexit qui a permis aux conservateurs-trices de remporter ce scrutin grâce à une configuration électorale inédite, en vampirisant une partie de la base électorale ouvrière et populaire historique des travaillistes.

Les Tories devançant désormais les travaillistes avec plus de 11 points (contre à peine 2,4% en 2017) en progressant de seulement 300 000 voix – et de 1,4% par rapport au scrutin précédent. Mais des déplacements importants se sont opérés au sein même de leur électorat.

Les Tories ont ainsi subi des pertes significatives parmi leur électorat de 2017, dont un peu moins d'un tiers avait voté en faveur du maintien dans l'UE lors du référendum de 2016. Un tiers de ces électeurs-trices Tories pro-*Remain* ont fait défection, pour l'essentiel vers les Libéraux-Démocrates (21%), et même, pour 8% d'entre elles et eux, vers les travaillistes. Ces pertes ont toutefois été largement compensées par l'apport d'électeurs-trices travaillistes pro-Brexit. Les conservateurs-trices ont pu ainsi attirer 25% des électeurs-trices travaillistes pro-Brexit de 2017 mais aussi 18% de l'en-

Gary Knight



Manifestation pour un nouveau référendum

semble des personnes ayant voté *Remain* en 2017 mais qui tenaient à ce que le résultat du référendum soit respecté et mis en œuvre.

Le tableau devient encore plus saisissant lorsqu'on analyse le vote par catégorie sociale. Selon la nomenclature de la stratification sociale britannique, les conservateurs-trices devançant désormais les travaillistes de 6 et de 20 points dans les catégories du bas de l'échelle, soit, respectivement, dans les catégories DE (chômeurs-euses, travailleurs-euses manuel-le-s qualifié-e-s et semi-qualifié-e-s) et C2 (saliariat d'exécution qualifié). Par rapport à 2017, les travaillistes reculent dans ces catégories, respectivement de 9 et de 6 points et les conservateurs-trices progressent de 9 et de 6%.

Le score du Labour dans la catégorie C2 – le cœur de son électorat dans le salariat actif – s'avère non moins désastreux. Distancé de 20 points par les conservateurs-trices, sa performance y est même légèrement inférieure (30%) que dans les classes supérieures (31%), le groupe AB des managers de rang supérieur et intermédiaire et des professions libérales. Dit autre-



réfrendum, Londres, 19 octobre 2019.



Jérémy Corbyn en campagne, décembre 2019

ment, le Labour fait un score à peu près égal dans toutes les catégories sociales, soit autour de sa moyenne nationale de 32%. Sa performance est parfaitement transclasse, sans le moindre signe de vote préférentiel dans les classes populaires, à l'inverse du scrutin de 2017.

Quant aux conservateurs-trices, ils-elles réussissent l'exploit inouï pour un parti de droite issu de l'élite aristocratique, et dont le dernier exécutif comptait une proportion inédite de millionnaires, de faire mieux dans la catégorie centrale du salariat d'exécution (C2) que parmi les classes supérieures, pilier traditionnel de son électorat (50% dans la catégorie C2, 44% dans AB).

Seule la distribution générationnelle donne une tendance inverse, et encore plus tranchée. Les travaillistes gagnent en effet massivement le vote jeune (de 55 à 57% dans les tranches 18-24 ans et 25-34 ans), quoique dans des proportions nettement moindres qu'en 2017. Cet écart s'inverse dès la tranche des 45-54 (8 points d'avance pour les conservateurs-trices) et devient proprement abyssal parmi les seniors (54 points d'avance pour les

conservateurs-trices chez les plus de 65 ans).

L'appui des jeunes est incontestablement une réussite formidable du corbynisme mais elle s'est avérée insuffisante pour remporter des élections et compenser la perte de l'enracinement de classe. D'autant que l'abstention est forte dans la jeunesse, en particulier dans la jeunesse populaire, supérieure à 50% selon les estimations, ce qui relativise du même coup la portée des performances spectaculaires des travaillistes parmi les votant-e-s dans ces tranches d'âge.

La gauche face à l'UE : chronique d'un désastre

L'Union Européenne fait l'objet d'un rejet profond et croissant des classes ouvrières et populaires du continent. Thomas Piketty le relevait dans une récente tribune, fondée sur une étude comparative de résultats électoraux dans plusieurs pays de l'UE : « les votes autour de l'Union européenne se caractérisent toujours par un clivage de classes marqué ».

Écartant les explications qui attribuent ce rejet à la xénophobie et au racisme supposément

inhérents aux classes populaires blanches, Piketty avance « une explication beaucoup plus simple : l'Union européenne, telle qu'elle s'est construite au cours des dernières décennies, s'appuie sur la concurrence généralisée entre territoires, sur le dumping fiscal et social en faveur des acteurs-trices économiques les plus mobiles, et fonctionne objectivement au bénéfice des plus favorisé-e-s. » On peut donc dire que la défaite du projet de Corbyn, signe le deuxième désastre de la gauche européenne face à l'Union européenne, après celui de Syriza en 2015.

Cet échec résulte d'un refus de formuler une stratégie de rupture d'avec l'Union européenne « par la gauche », refus qui découle d'une perte de contact de la gauche avec sa base sociale ouvrière et populaire historique.

Les tentatives de lancer un véritable débat au sein du parti travailliste en permettant à une campagne en faveur d'un « Lexit » (Brexit de gauche) de se déployer s'est heurtée à une fin de non-recevoir de sa direction. Il devient encore plus difficile de le nier : un tel refus ne peut que conduire

à l'échec assuré de toute tentative de relance de la « gauche de gauche », qu'elle soit anticapitaliste ou « réformiste de gauche », comme Corbyn ou, de façon plus hybride, Syriza. Il est illusoire de penser qu'il est possible de retrouver une quelconque crédibilité en tant que force de contestation de l'ordre existant sans se confronter à la question de la stratégie de rupture d'avec l'UE, et, disons-le clairement : de sortie unilatérale de ses institutions clés, en premier lieu de la zone euro pour les pays qui en font partie. Il est illusoire de penser qu'il sera possible de retrouver l'oreille des classes travailleuses écrasées et exaspérées sans une position de rupture claire sur cette question.

Certain-e-s, à gauche, ont cru pouvoir enterrer le débat stratégique sur l'Union européenne, en particulier après la normalisation de Podemos et les reculs de la France Insoumise sur cette question. Les dures leçons venant de la Grande-Bretagne devraient les inciter à y réfléchir par deux fois.

Stathis Kouvélatis
Article original paru sur le site Contretemps.eu
Adaptation : José Sanchez

LES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS EXIGENT LA DIGNITÉ

Depuis le 13 janvier, le collectif lutte des MNA (mineur·e·s et jeunes majeur·e·s non-accompagné·e·s), soutenu par de nombreux collectifs, partis et la Ville de Genève, occupe le Grütli pour exiger des conditions de vie digne.

Ce sont entre 20 et 30 jeunes qui dorment chaque nuit dans cette ancienne maison pour mauvais garçons transformée en haut lieu de la culture, avec le soutien et l'appui logistique de nombreux·euses militant·e·s qui fournissent le matériel, la nourriture, aident à la préparation des repas... Une autogestion, pas toujours simple, qui s'est mise en place dès l'entrée dans le bâtiment, une fois énoncée la décision d'occuper les lieux jusqu'à obtenir des conditions de vie dignes pour les MNA.

Le personnel du Grütli et la Ville de Genève, ainsi que les festivalier·ère·s du Black Movie, se sont montrés accueillant·e·s envers ces jeunes en lutte, dont plusieurs avaient pour seule alternative de dormir dehors.

Des conditions de vie indécentes

À Genève, cela fait plusieurs années que le Service social de la Ville et les associations tentent d'alerter sur la situation des jeunes MNA, quel que soit leur statut de résidence sur le territoire suisse.

Depuis le suicide d'Ali Reza au Foyer de l'Étoile, des mobilisations ont vu le jour pour dénoncer la situation de ces jeunes. Si l'encadrement, les conditions de logement et de vie des requérant·e·s d'asile MNA sont défailtantes, elles sont aussi terribles pour les MNA hors du système de l'asile. Ces dernier·e·s sont des jeunes, principalement originaires du Maghreb, qui fuient des vies sans avenir et connaissent souvent avec un présent maltraitant. Des mineur·e·s dont la Conseillère d'État socialiste en charge de la Protection de l'enfance dit qu'ils n'ont pas « d'avenir en Suisse »...

Après avoir bataillé pour prouver leur minorité – car d'office présumé·e·s majeur·e·s – les MNA se voient attribuer des curateurs·trices du SPMi (service de protection des mineurs) qui deviennent leurs représentant·e·s légaux·ales. Trop souvent, ce sont des lieux de vie inadaptés dans lesquels les MNA sont parqués (dans des hôtels sans aucun encadrement socioéducatif, à la merci des patrons des établissements et si quelque chose se passe mal, ni plus ni moins que laissés dans la rue), des scolarisations rares et des perspectives de commencer des formations inexistantes.

Revendiquer le droit de dormir au chaud

Le collectif lutte des MNA a rencontré la délégation aux migrations du Conseil d'État (CE) le 5 décembre dernier. Ce rendez-vous devait être suivi d'autres, que le

collectif a attendu en vain. Cette attente ainsi que l'absence de mise en place de réelles mesures du CE pour aider la (sur)vie quotidienne des MNA ont conduit le collectif à agir. Le CE a dans un premier temps ignoré l'occupation avant de proposer une rencontre pour le ... 4 février.

L'occupation se poursuit donc, jusqu'à ce que les revendications du collectif soient entendues. Parmi elles : que plus aucun·e jeune ne dorme à la rue; l'ouverture de nouveaux foyers adaptés pour les MNA, ex-RMNA et jeunes majeur·e·s; l'application de la présomption de minorité et une prise en charge en découlant; la scolarisation pour tout·e·s les jeunes jusqu'à 18 ans ainsi qu'un accès à des formations professionnelles. Le collectif a aussi obtenu de la Ville de Genève qu'elle étudie la possibilité de créer une carte d'identité municipale. Ensemble à

Gauche avait déposé des projets en ce sens au Conseil Municipal puis au Grand Conseil.

Application immédiate de la convention des Droits de l'Enfant

Cette occupation, comme l'ensemble des actions et réflexions collectives, permet de maintenir une pression nécessaire sur le canton qui n'a commencé que récemment à se préoccuper de ces mineur·e·s. Notamment parce que les structures d'accueil à bas seuil de la Ville et du secteur associatif ont décidé de ne plus accueillir les mineur·e·s après avoir tenté en vain pendant plusieurs années de faire prendre ses responsabilités au Conseil d'État.

Il reste aussi à obtenir de la Conseillère d'État en charge de la Protection des mineur·e·s un changement de discours. En effet, quand elle déclare que ces mineur·e·s n'ont pas d'avenir en Suisse, c'est un mensonge : la Convention internationale des droits de l'enfant prévoit que chaque situation d'enfant doit être évaluée de façon particulière et en fonction de cette évaluation, des prises en charge sur le territoire suisse peuvent être entamées. De plus, cela laisse entendre aux intervenant·e·s en protection de l'enfant du SPMi, déjà surchargé·e·s, qu'un travail avec ce public est inutile, et conduit à un manque d'investissement.

Alors sans hésitation, solidariétés apporte son soutien à ce mouvement. Jusqu'à ce qu'une vie digne soit permise à ces jeunes, la lutte continuera!

Aude Martenot



Reverse.co

VERS UNE DÉFERLANTE VERTE ET VIOLETTE

À la suite du 14 juin 2019, une coordination écoféministe romande s'est créée afin de construire des liens entre la Grève du climat et la Grève féministe. La réflexion avance et des actions communes ont déjà eu lieu.

Les deux mouvements de grève ont davantage en commun que le recours au débrayage, outil peu utilisé en Suisse. Chacun est également parvenu à développer une force large, reconnue et politiquement opposée au système actuel. Au cours de l'année 2019, la réflexion et les actions écologistes et féministes ont profondément bousculé les esprits et des centaines de milliers de personnes se sont mises en mouvement.

Depuis un an, un événement lié soit à l'un soit à l'autre mouvement a eu lieu en moyenne chaque jour : manifestations, assemblées populaires, *stammtisch* (réunions) féministes, cinéclubs, etc. Chacun se revendique politique mais apaisant et rencontre un écho dans la population opposée aux politiques climaticides et sexistes. De plus, les deux mouvements ont développé des modes d'organisation démocratiques et efficaces.

Le lien entre défense du climat et lutte pour les droits des femmes n'est plus à démontrer. Pour n'en relever qu'un aspect, rappelons qu'il existe quatorze fois plus de chances pour les femmes et les enfants de mourir durant une catastrophe naturelle que pour les hommes. Ainsi, le manifeste de la Grève féministe a, dès le début, dénoncé la destruction de l'environnement. De leur côté, les jeunes grévistes du climat soutiennent la revendication du mouvement féministe. En fait, les militant·e·s des deux mouvements pointent le doigt dans la même direction : le système socio-économique capitaliste et l'inaction des États. « *Nous sommes d'avis qu'il n'y a pas de justice climatique sans justice sociale et féministe, c'est-à-dire ne reproduisant pas les inégalités* », peut-on lire dans l'invitation à la première réunion écoféministe romande.

La coordination écoféministe, comme les divers groupes travaillant sur ces questions, visent à montrer le lien entre capitalisme et patriarcat. Elle dénonce l'exploitation et la domination des femmes* et de l'environnement selon les mêmes logiques de maximisation du profit et d'oppression par des figures masculines riches, hétéro, blanches. « *Nous voulons la réduction générale du temps de travail (...) parce que le modèle d'économie capitaliste déprécie les personnes et dégrade les res-*

sources naturelles de notre planète », dit le point 5 de l'Appel à la Grève féministe.

Après la journée de formation écoféministe du 18 janvier 2020, un manifeste commun est en cours de rédaction. D'autres actions suivront et les prochains rendez-vous des 8 mars, 15 mai et 14 juin... accueillent des sympathisant·e·s en vert et violet.

Manon Zecca

Prochaine assemblée de la coordination écoféministe : mardi 4 février, 19 h 30, Pôle Sud, Lausanne

Eric Roset



Samedi 18 janvier 2020, des dizaines de femmes ont marché à Genève pour la justice climatique, à l'appel de la Women's March

TOU·TE·X·S EN GRÈVE LE 8 MARS

Partout les femmes* se préparent à faire grève le 8 mars. En Suisse aussi!

Réunis le 14 décembre 2019 à Neuchâtel, les collectifs de la grève féministe et des femmes* ont lancé un appel à la grève pour le 8 mars prochain. C'est un dimanche. Une chance, disent-elles : ce sera l'occasion d'interroger le rapport genré que nous avons au temps, et d'appeler celles qui ne s'arrêtent jamais à lever elles aussi le pied pour visibiliser ce travail qui ne se voit que lorsqu'il n'est pas fait.

Le 8 mars ce sera un dimanche. Un jour festif consacré aux loisirs et au repos. Alors, faire grève un dimanche ?

OUI, une grève féministe se justifie pleinement un dimanche, car toutes générations confondues, nous subventionnons l'économie. À cause de la flexibilisation constante du temps de travail, le dimanche n'est de loin pas un jour de congé pour tout le monde. En plus, le travail domestique, éducatif et de soins ne s'arrête jamais, qu'on l'accomplisse gratuitement ou qu'il soit rémunéré, c'est du travail 24 heures sur 24, 365 jours sur 365 ! Indispensable à la vie, à la société, à l'économie, ce travail ne compte ni pour nos salaires, ni pour nos rentes lorsqu'il est fait à la maison et il est dévalorisé lorsqu'il est accompli par des tiers, non seulement des femmes migrantes, mais de plus en plus de femmes exploitées et contraintes à vivre dans des conditions précaires.

Le 8 mars, la Marche mondiale des femmes lancera la 5^e action planétaire qui se déroulera de mars à octobre ! Solidarité avec les femmes* du monde entier !

Dimanche 8 mars, tou·te·x·s en grève pour que notre corps, notre temps et notre travail soient respectés !

L'appel complet pourra être trouvé sur les différents sites cantonaux des collectifs pour la grève féministe.



Manifestation à Seattle, 5 janvier 2020

International États-Unis

RENAISSANCE DU MOUVEMENT ANTI-GUERRE

Des milliers d'États-unien-ne-s sont descendu-e-s dans les rues pour protester contre l'assassinat du général iranien Qassem Soleimani ordonné par Donald Trump.

Pendant une semaine, des marches et des manifestations anti-guerre ont eu lieu dans environ 100 villes, impliquant des centaines de personnes dans les grandes villes comme New York et Los Angeles et des dizaines dans des villes plus petites. Les manifestant-e-s ont condamné le meurtre par les US de Soleimani, ont appelé les États-Unis à quitter l'Irak et tout le Moyen-Orient, et se sont opposés à une guerre contre l'Iran.

Dans de nombreux endroits, ce sont les premières manifestations anti-guerre qui surgissent

depuis le puissant mouvement du début des années 2000 qui s'était levé contre les guerres de George W. Bush en Irak et en Afghanistan. Au cours de ces années, des centaines de milliers d'États-unien-ne-s et des millions de personnes à travers le monde avaient participé à d'énormes rassemblements et manifestations, dédaigneusement ignorés par le gouvernement Bush.

Les années Obama : un espoir déçu

La victoire de Barack Obama à la présidentielle de 2008 était due

en partie à son discours lors d'un rassemblement anti-guerre à Chicago en 2003. Elle a représenté un espoir pour les militant-e-s anti-guerre qui se sont retirés de la rue croyant qu'Obama mettrait fin aux guerres. Un espoir déçu : Obama n'a jamais mis fin aux guerres et n'a jamais retiré complètement les troupes états-unien-ne-s de l'un ou de l'autre pays. Pourtant, le mouvement anti-guerre n'a pas su renaître et a paru disparaître.

La direction du mouvement anti-guerre des années Bush était divisée en trois grands volets : les pacifistes religieux avec les progressistes, la gauche internationaliste et la gauche « campiste », c'est-à-dire les partisan-e-s des gouvernements iraniens, syriens et russes (voir encart). Lorsque le mouvement anti-guerre a décliné, les dirigeant-e-s se sont divisés, entraînant un nouvel affaiblissement de la base. Ainsi, après la récente attaque de Trump à Bagdad, le mouvement manquait de leadership et de structure. Les Democratic Socialists of America (DSA), avec 60000 membres répartis dans tous les États et les grandes villes, ont alors pris le relais.

DSA et sa politique internationaliste, allié de la coalition ANSWER (un groupe campiste) et de petits mouvements indépendants, ont été les premiers à appeler aux manifestations anti-guerre. Dans la plupart des endroits, les gens se sont présentés, peu importe le nom du groupe qui appelait à la manifestation. Toutefois, dans certains lieux, des manifestations distinctes et concurrentes ont eu lieu. Compte tenu de l'énormité de la menace qui pèse sur les peuples du monde, les manifestations récentes étaient somme toute assez modestes, avec cependant quelques signes d'un possible réveil.

Les défis de la reconstruction du mouvement anti-guerre

La vague de protestations apparue en janvier est un signe d'espoir, mais il existe plusieurs obstacles à la reconstruction d'un mouvement anti-guerre. La première est qu'après l'assassinat de Soleimani et la réponse iranienne par le bombardement des bases américaines en Irak, Trump a fait machine arrière, évitant une confrontation immédiate et violente mais annonçant de nouvelles sanctions économiques contre l'Iran. Bien qu'il s'agisse d'une forme de guerre

LE CAMPISME

Les partisan-ne-s d'une analyse *campiste* des conflits substituent les oppositions de classe par des oppositions de blocs géo-politiques et gouvernementaux. Pour solidarités par contre, le monde se partage encore entre oppresseurs-euses et opprimé-e-s. Un gouvernement qui écrase son peuple ne peut être considéré comme un allié ou un ami. **JS**

économique, elle suscitera peu de nouvelles manifestations.

De plus, la guerre n'est pas une priorité absolue pour les électeurs-trices états-unien-ne-s. Et l'attention des progressistes se concentre sur la destitution de Trump, la primaire du Parti démocrate et les prochaines élections nationales de novembre. De leur côté, comme ils-elles l'avaient fait avec Obama, la plupart des électeurs-trices de gauche ont placé leurs espoirs dans Sanders, Warren ou un-e autre démocrate pour vaincre Trump et changer les priorités politiques états-unien-ne-s, notamment mettre fin aux guerres dans le Moyen-Orient.

Bernie Sanders s'est en effet prononcé contre l'attaque de Trump mais il n'a pas utilisé son autorité pour appeler à des manifestations anti-guerre. Force est de constater aussi que la campagne Sanders et les primaires démocrates aspirent l'énergie militante, privant les mouvements sociaux de nombreuses chances de renaissance en ce moment. DSA, le plus grand groupe de gauche, peut jouer un rôle important dans la création d'un nouveau mouvement anti-guerre, à la condition qu'il n'affirme pas que Sanders saura résoudre tous les problèmes.

Si le DSA ne parvient pas à construire un mouvement, des groupes comme ANSWER, qui soutiennent les gouvernements russe, iranien et syrien, prendront les devants avec une politique que la plupart des États-unien-ne-s de tous bords rejettent. Nous, la gauche internationaliste, devons tirer parti de la récente hausse de mobilisation et combiner l'organisation anti-guerre avec le soutien aux mouvements démocratiques partout dans le monde, y compris en Iran et en Syrie.

Dan La Botz
Traduction : Aude Martenot

LES MANIFESTATIONS POPULAIRES SE POURSUIVENT!

En représaille à l'assassinat de Qassem Soleimani, l'Iran a lancé des missiles balistiques sur des bases américaines en Irak, faisant des victimes irakiennes et non états-uniennes. Cependant, les efforts du régime iranien et de ses alliés en Irak et au Liban pour tenter de faire dérailler ou de mettre fin aux manifestations n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs.

En Iran de nouvelles mobilisations massives

En Iran, de nouvelles manifestations de grande ampleur sont survenues après la reconnaissance par le gouvernement iranien de sa responsabilité, qu'il a dans un premier temps démenti, dans le crash d'un avion ukrainien au-dessus de Téhéran. Un missile iranien a abattu par erreur l'avion civil, quelques heures après les attaques de missiles iraniens contre des bases américaines en Irak. La grande majorité des 176 passager-ère-s de l'avion ukrainien étaient des Iranien-ne-s ayant la double nationalité, qui rendaient visite à leur famille pendant les vacances d'hiver et retournaient au Canada ou en Grande-Bretagne.

Tout en maintenant la pression sur l'Iran, le Premier ministre canadien Justin Trudeau a mis en cause les États-Unis, déclarant lundi que sans la récente escalade des tensions régionales, les 176 passager-ère-s du Boeing ukrainien seraient encore en vie.

Les manifestant-e-s à Téhéran et dans de nombreuses villes du pays ont exprimé leur solidarité avec les familles en deuil des passager-ère-s et de l'équipage, et ont également lancé des slogans hostiles contre les dirigeants de la République Islamique d'Iran et du Corps des Gardiens de la Révolution (Pasdaran), y compris le Guide Suprême Ali Khamenei, aux cris de « *Mort au Dictateur* ». Les portraits de Soleimani ont également été déchirés, brisés et enlevés par les manifestant-e-s, tandis que la demande de la chute de



Dessin de Brady Black en hommage aux blessé-e-s des manifestations des 18-19 janvier à Beyrouth.

Khamenei et du régime retentissait dans les rues. La répression a été violente avec l'arrestation de plus d'une trentaine de personnes et des vidéos sur les réseaux sociaux montrant la police réprimant des manifestant-e-s avec des matraques et des coups de feu, faisant de nombreux blessé-e-s.

Des artistes et des intellectuel-le-s se sont joints à la protestation en annulant leur participation aux festivals de Fajr (musique, cinéma, théâtre et arts visuels) qui ont lieu chaque année en février, à l'occasion de l'anniversaire de la révolution islamique.

Face aux manifestations contre le régime, Ali Khamenei, guide suprême de la République Islamique d'Iran, a répondu par un discours de fermeté contre les États-Unis et les états européens, et contre la contestation populaire, tout en louant le rôle des gardiens de la révolution iranienne et le général Soleimani, dans le maintien de la sécurité dans la région et dans le pays. De son côté, Rohani, président de la République islamique d'Iran, a tenu un discours plus modéré en plaidant pour une meilleure gouvernance et davantage de pluralisme et de transparence.

Irak et Liban, la résistance populaire se maintient

Au Liban et en Irak, les manifestations populaires continuent également, même si la répression augmente.

En Irak, l'Iran et ses alliés dans le pays tentent toujours de détourner le mouvement de contestation populaire en limitant leur demande au départ des troupes états-uniennes, sans aucun changement du système politique confessionnel et néolibéral irakien. Le leader fondamentaliste islamique chiite Moqtada Sadr a notamment appelé à une manifestation massive pour dénoncer la présence américaine en Irak et demandé à ses supporters (qui ont participé aux protestations et installé des tentes sur la place principale de Bagdad) de quitter les lieux pour rejoindre son mouvement.

Malgré les pressions et les menaces, les manifestations et les actions de désobéissance civile se poursuivent à Bagdad et dans de nombreuses villes du sud, tout en dénonçant les actions des États-Unis et de l'Iran qui cherchent à transformer le pays en une zone de règlement de compte au détriment des classes populaires du pays et de leurs luttes.

Au Liban, la révolte populaire contre la classe dirigeante confessionnelle et néolibérale est entrée dans son quatrième mois de lutte, avec une nette tendance à la radicalisation, comme en témoignent les attaques presque quotidiennes contre le siège de la Banque du Liban et d'autres banques privées, et les altercations de plus en plus violentes avec les forces de l'ordre. La répression s'est considérablement renforcée contre les manifestant-e-s, avec plusieurs centaines de blessé-e-s lors du weekend du 18-19 janvier. En même temps, les classes populaires au Liban font face à une crise économique de plus en plus grave, avec notamment des restrictions bancaires draconiennes et une perte de plus de 60% de la valeur de la monnaie nationale.

Face aux tensions géopolitiques instrumentalisées par la puissance impérialiste des États-Unis et des puissances régionales telles que l'Iran, les classes populaires en lutte restent la boussole des progressistes et internationalistes à travers le monde.

Joe Daher

FAIRE FACE À LA JUSTICE DE CLASSE

À l'invitation de l'ONG Peace Brigades International Suisse (PBI), notre rédaction s'est entretenue avec Mama Rahma Wako du Mathare Social Justice Centre, actif dans la lutte contre les exécutions extrajudiciaires et contre les violences de genre, ainsi que Samuel Kiroo de la Ghetto Foundation, également active dans la lutte contre les exécutions extrajudiciaires et pour la réinsertion sociale des anciens membres de gangs à Mathare, quartier informel de Nairobi. Selon le Mathare Social Justice Centre, entre 2013 et 2015, 803 cas d'exécutions extrajudiciaires avaient été reportés dans la presse kényane. Ce chiffre ne représente que la pointe de l'iceberg du phénomène.

Comment êtes-vous devenu-e-s activistes ?

SK Mon travail est de plaider, d'être la voix de gens de mon quartier. Je suis devenu défenseur suite aux violences dont j'ai été témoin et victime. J'ai perdu de nombreux amis suite à des exécutions extrajudiciaires commises par les forces de police. Notre objectif est de réhabiliter d'anciens membres de gangs et d'en faire des défenseurs des droits humains.

RW Je suis devenue une activiste car j'ai été victime d'attaques au sein de ma propre communauté. Par ces expériences, j'ai ressenti le besoin de me lever et de lutter pour les droits de tou-te-s.

Quels types de violences se produisent spécifiquement à Mathare et quelles en sont les causes ?

RW On y commet des exécutions extrajudiciaires et on observe des manquements au droit à l'eau, à la santé, à un toit, à l'éducation. Le manque de ressources pousse des membres de la communauté à pratiquer des activités criminelles, comme le trafic de drogues.

SK C'est comme une guerre, le gouvernement combat ses propres citoyens. 95 % des personnes tuées par la police sont des jeunes hommes.

Les femmes souffrent-elles d'un type de violence spécifique ? Dans le cas des exécutions extrajudiciaires, les femmes sont-elles affectées ?

RW Il y a de nombreux cas de viols dans nos communautés ; même des enfants ont été violés. Je soutiens les victimes en les amenant à l'hôpital et à la police. Nous avons également mis sur pieds un réseau de veuves et de

mères de victimes d'exécutions extrajudiciaires. Les principaux défis auxquels elles font face sont les traumatismes dus aux viols et les difficultés financières.

Comment vous faites-vous entendre au sein d'une communauté très patriarcale ?

RW J'ai pu être entendue parce que je me suis battue longuement, y compris après avoir subi de nombreuses agressions et menaces. En 2016, lorsque j'ai remporté le prix de la défenseuse des droits humains à la résidence de l'ambassadeur des Pays-Bas, la communauté a reconnu la légitimité de mon travail en tant que femme activiste. Je suis également la première femme qui siège au conseil des anciens de la communauté de Mathare.

Considérez-vous qu'il y ait une guerre des classes menée contre les communautés de Mathare et d'autres quartiers informels ?

SK Il y a clairement une division entre les pauvres et les riches. L'offre éducative est minimale dans les quartiers informels et les services inexistantes. Le système d'égouts est complètement défectueux, et toute l'eau usagée est déversée vers nos quartiers, contaminant notre eau et notre rivière. Le gouvernement ne répond pas aux besoins vitaux des gens et n'agit qu'en période électorale. Une fois élu, il nous oublie complètement.

RW Le gouvernement ne voit les communautés pauvres que comme des réserves de voix pour leurs élections. Les impôts que nous payons ne sont jamais inves-

tis dans nos quartiers, les services sont uniquement développés dans les quartiers aisés. Par exemple, le seul hôpital de Mathare fournit un service exécrable. Les inégalités sont systémiques.

Comment les exécutions extrajudiciaires se produisent-elles ? Quelle est l'ampleur de l'impunité des forces de police ?

SK Les exécutions sont principalement dirigées contre les jeunes hommes de 17 à 25 ans. Les hommes qui atteignent les 26 ans se sentent fatigués et impuissants car plusieurs de leurs amis ont été tués. Un policier de Mathare qui effectue en toute impunité les exécutions est libre et bien connu de tou-te-s. Certaines de ses exécutions ont même été filmées. Nous avons documenté de nombreux cas d'exécutions extrajudiciaires auprès de l'autorité indépendante supervisant la police (IPOA). Ce policier est impliqué dans la majorité de ces cas, mais il reste à ce jour impuni.

Les effets du réchauffement climatique rendent-ils votre travail plus difficile ?

SK RW Oui, par exemple, les pluies sont censées être une bénédiction, aujourd'hui elles sont plus violentes et irrégulières et amènent inondations, crues et maladies. Avec le réchauffement climatique, les questions de santé se superposent aux questions sociales.

Propos recueillis par Pascal Vosicki



Marche des résident-e-s de quartiers défavorisés de Nairobi pour demander la fin des meurtres de jeunes de leurs quartiers, juillet 2018

BRÛLER DANS LA FLAMME DE JOSÉPHINE BAKER

Dans *Je Brûle de Joséphine*, la comédienne genevoise Safi Martin Yé puise dans la puissante figure de Joséphine Baker pour offrir un spectacle musical célébrant la liberté.

Symbole d'émancipation féminine et de la population noire, Joséphine Baker était chanteuse, danseuse, actrice... Dans sa vie et ses créations, elle refusa les diverses formes de domination. Très populaire, elle participa à la diffusion de la lutte contre le racisme et pour l'émancipation de la population noire aux USA, soutenant le

Mouvement des droits civiques de Martin Luther King.

La comédienne Safi Martin Yé évoque les moments forts de cette figure brûlante d'émancipation dans un spectacle musical qui se veut dans la lignée des cabarets de l'époque. Mais cette pièce n'est pas une simple célébration nostalgique. Au contraire, Safi Martin Yé

Lauren Pasche



souhaite maintenir la flamme des luttes de Joséphine Baker, en les mettant en lien avec sa propre vie et les luttes actuelles. De quelle manière les combats

d'hier résonnent-ils aujourd'hui? D'où vient cette véritable force bakerienne qui inspire tant? Des questions brûlantes à découvrir en musique. **PR**

DATES DE LA TOURNÉE: 21.01-2.02: Genève, Théâtre de la Parfumerie. 20.02-7.03: Sion, Teatro Comico. 20 mars: Yverdon, L'Échandole 1 & 2 avril: La Chaux-de-Fonds, Théâtre de l'ABC

À lire

LIVRES EN LUTTE

HARMUT ROSA

Rendre le monde indisponible
La Découverte

Dominer le monde, exploiter ses ressources, en planifier le cours: le projet culturel de notre modernité semble parvenu à son point d'aboutissement. La science, la technique, l'économie, l'organisation sociale et politique ont rendu les êtres et les choses disponibles de manière permanente et illimitée.

Mais alors que toutes les expériences et les richesses potentielles de l'existence gisent à notre portée, elles se dérobent soudain à nous. Le monde se referme mystérieusement; il devient illisible et muet. Le désastre écologique montre que la conquête de notre environnement façonne un milieu hostile. Le surgissement de crises erratiques révèle l'inanité d'une volonté de contrôle débouchant sur un chaos généralisé.

S'il en est ainsi, suggère Hartmut Rosa, c'est que le fait de disposer à notre guise de la nature, des personnes et de la beauté qui nous entourent nous prive de toute résonance avec elles. Telle est la

contradiction fondamentale dans laquelle nous nous débattons. Pour la résoudre, cet essai ne nous engage pas à nous réfugier dans une posture contemplative, mais à réinventer notre relation au monde.

SARAH BARMAC

Jour: en quête de l'orgasme féminin
Zones

Libérée, la sexualité des femmes d'aujourd'hui? On serait tenté de croire que oui. Pourtant, plus de 50% d'entre elles se disent insatisfaites, que ce soit à cause d'un manque de désir ou de difficultés à atteindre l'orgasme. Si tant de femmes ordinaires sont concernées, peut-être qu'elles n'ont rien d'anormal et que ce n'est pas à la pharmacie qu'il faut aller chercher la solution. Le remède dont elles ont besoin est plus certainement culturel, et passe par une réorientation de notre approche androcentrée du sexe et du plaisir.

Tour à tour reportage, essai et recueil de réflexions à la première personne, cet ouvrage enquête sur les dernières découvertes scientifiques ayant trait à l'orgasme féminin. On y apprend ainsi qu'une chercheuse en psychologie clinique a recours à la méditation de pleine conscience pour traiter les troubles à caractère



sexuel. On y découvre aussi diverses façons dont les femmes choisissent de redéfinir leur sexualité.

RAZMIG KEUCHEYAN

Les besoins artificiels: comment sortir du consumérisme
Zones

Le capitalisme engendre des besoins artificiels toujours nouveaux. Celui de s'acheter le dernier iPhone, par exemple, ou de se rendre en avion dans la ville d'à côté. Ces besoins sont non seulement aliénants pour la personne, mais ils sont écologiquement néfastes. Leur prolifé-

ration sous-tend le consumérisme, qui lui-même aggrave l'épuisement des ressources naturelles et les pollutions.

À l'âge d'Amazon, le consumérisme atteint son « stade suprême ». Ce livre soulève une question simple: comment couper court à cette prolifération de besoins artificiels? Comment sortir par là même du consumérisme capitaliste? La réflexion fait des besoins « authentiques » collectivement définis, en rupture avec les besoins artificiels, le cœur d'une politique de l'émancipation au 21^e siècle.

Textes adaptés des présentations des maisons d'édition.



solidarités

362
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LAPOSTE
Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Agenda
- 3 Franc succès du forum anticapitaliste
Référendum contre les avions de combat
- 4 La matraque comme seule réponse
Des mesures d'urgence face aux pics de pollution
- 5 Vers la Grève générale du climat
- 6 Lancement de la Grève générale pour le climat et la justice sociale
La résistance est un plat qui se mange chaud
- 7 Lancement d'une section jeune de solidarités Fribourg
Neuchâtel: oui au droit de vote à 16 ans (sur demande)
- 8 Grande-Bretagne: les raisons d'une défaite
- 10 Occupation du Grütli: les mineurs non accompagnés exigent la dignité
- 11 Vers une déferlante verte et violette
Tou-te-x-s en grève le 8 mars
- 12 États-Unis: renaissance du mouvement anti-guerre
- 13 Iran-Irak-Liban: les manifestations populaires se poursuivent!
- 14 Kenya: faire face à la justice de classe
- 15 Théâtre: brûler dans la flamme de Joséphine Baker
Livres en lutte

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

SOUTENEZ-NOUS, ABONNEZ-VOUS!

- Annuel fr. 80
- Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- Soutien 150
- 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet: solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ solidarités
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40